

9h-11h:

Room 3 -> Chantal & Michel (**Workshop n°61**)

“New gTLD and IDNs for development. Importance and Obstacles”

La résolution n°20 du Sommet ICANN de Nairobi parlait de « fournir un soutien aux demandeurs ayant besoin d’assistance pour faire la demande d’un nouveau gTLD et pour le faire fonctionner ». Un document de 3 pages mis en évidence à l’entrée de la salle donne le ton : « Déclaration de la communauté africaine de l’ICANN »... qui, dès la seconde page, jette un pavé dans la mare. Les NgTLDs ? Trop chers, trop compliqué et avec un coût récurrent impossible pour la majorité des acteurs de la planète. Le multilinguisme, oui - à ce prix, non (211 K€ !!)

D’une façon plus policée les acteurs se succédant à la tribune ne diront pas autre chose, même si le futur ex-représentant de la France (Bertrand de la Chapelle, nouvellement élu au board de l’ICANN, mais encore en poste) a affirmé que l’Ukraine qui a un alphabet cyrillique, mais avec des lettres inexistantes en russe, devrait utiliser des caractères latins qui sont « plus simples à apprendre ». Les ukrainiens apprécieront.

Une présentation du projet de l’extension en .ARAB regroupant 7 pays : Egypte, Mauritanie, Palestine, Soudan, Syrie, Yémen et la Tunisie qui gère le projet (www.aicto.org).

Une tentative peu convaincante de « remote access » avec Elaine PRUIS, « Men & Machines », depuis Washington. Mais peut-être que cela passe mieux vu de l’extérieur ?

Une présentation du projet du .DUBAI et de son site en arabe... mais avec une URL qui débute par http://... et la confirmation que si les problèmes évoqués au FGI de l’an dernier (tables linguistiques différentes avec caractères proches ou identiques) ont été en partie résolus, les emails sont encore impossible.

➔ Un glissement sémantique inquiétant entre IDNs et New gTLDs, qui a été relevé par un participant russe (Université de Moscou). Ce n’est pas du tout le même projet, pas les mêmes acteurs, sauf à considérer que l’ICANN est le focus de tous ces développements.

Room 5 -> Louis (**Workshop n°158**)

“Routing and Resource Certification: Self-governance and security at the core of internet operations”

Sous ce titre fort obscur se cache un projet qui appliquerait au Routage les techniques de la PKI¹... mais sans appliquer la rigueur des autorités de certification. Un certificat est associé à un bloc d’adresses et garantit qu’il appartient à un FAI.

Chaque ISP (ou FAI)² devient une autorité, il n’y a plus de hiérarchie centralisée. Chacun gère son bloc d’adresse attribué par les RIRs³ (Regional Internet Registry). La participation au RPKI est volontaire, le FAI garde donc la possibilité de faire ce qu’il veut dans BGP (Border Gateway Protocol), le routage inter-opérateur auquel les ISP ont accès. Tout l’internet ne fonctionne que sur le bon-vouloir d’individus, sans contrat avec qui que ce soit ni obligation de routage. On estime à environ 60 000 le nombre des opérateurs dans le monde. Sans compter bien sûr les réseaux « privés » (notamment les intranets).

¹ La PKI est un groupe d’équipements physiques utilisé pour créer des certificats numériques qui serviront à lier la clef publique d’un utilisateur à sa vraie identité.

² En savoir plus : <http://www.laurentbloch.org/spip.php?article171>

³ En savoir plus : http://fr.wikipedia.org/wiki/Registre_Internet_r%C3%A9gional

John Curran (CEO de ARIN) propose ce système pour rendre le routage moins vulnérable car cela reste le talon d'Achille de l'internet.

Les questions ont portées sur les conséquences juridiques, pratiques de ce projet. Les uns ne manquant pas de pointer le manque de dialogue entre les « techniciens » et les « juristes »... ou plutôt entre les pouvoirs Technique et Politique, les ISP étant soumis à la loi de leur pays de résidence.

USA et UE sont en concurrence pour être l'autorité supérieure qui « certifierait » un bon routage.

11h30-13h00:

Room 4 -> Chantal (**Workshop n°66**)

“The Future of Privacy »

UNESCO – Direction de la Communication et de l'information

Rapport sur une étude fort intéressante réalisée par l'Université d'Oxford sur l'état des pratiques de blocage et de surveillance dans différents pays.

Distribué avec parcimonie, ce pavé de 70 pages (pas trouvé de support numérique) est très instructif : ne bloque pas l'accès aux informations qui l'on croit et, déjà fin 2009 et début 2010 la France fait partie des territoires bien surveillé. Mais le mérite de ce rapport est d'être très récent et d'avoir intégré des données de moins de 9 mois, ce qui pour une étude sur internet est capital. On y distingue toutes les techniques de surveillance et de blocage des contenus et la conclusion est sans appel : en bloquant des contenus jugés « inaptes » on bloque aussi la communication sur un territoire, il n'est pas possible de choisir qui on bloque réellement et cela a des répercussions sur l'éducation, le développement et l'industrie.

Annonce du workshop et détails :

<http://portal.unesco.org/ci/en/ev.php->

[URL_ID=30751&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html](http://portal.unesco.org/ci/en/ev.php-URL_ID=30751&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html)

Room 5 -> Louis (**Workshop n°28**)

“Priority for the long term stability of the internet”

La Lituanie veut développer un réseau national d'observation et d'évaluation de satisfaction des utilisateurs. Ils ont défini une métrique de mesure de satisfaction et vont rechercher la collaboration d'instituts de recherche pour concevoir le réseau qui permettrait de détecter et prévenir les attaques massives.

Le workshop a porté sur les attaques du DNS et par DDoS, sans trouver de solutions. La prolifération et les progrès en efficacité des BotNets dépassent les moyens de réaction des cibles.

15h00-18-00

Main Session -> Opening Ceremonie Session (tous les participants)

Décoiffant ! Cela a commencé par un ministre/chanteur/trompettiste crooner et la Présidente du pays a du punch. Sinon, discours « langue de bois » et à part l'annonce que tout le monde semble être d'accord sur la poursuite du FGI et que celui de 2011 – sir l'ONU donne son feu vert à la poursuite de ce débat sous cette forme – se tiendra au Kenya... rien.

18h30-22h00

Réception par le pays organisateur

On est venu, on a vu et on a bu...

Jour 2 - 15 Septembre

Room 2 – Workshop n°107

« Multilingual internet & languages communities »

Chantal

Louis

Première partie : Catherine Trautmann (Conseil de l'Europe – CoE)

Elle a expliqué le coût – nécessaire – de la traduction de toutes les instances et documents en 24 langues : « personne ne parle 23 langues et il faut pouvoir entendre les concepts dans sa langue pour se comprendre ».

Sur les IDNs, une intervention d'un chinois qui a fait remarqué que le multilinguisme n'était pas réussi à ce jour car si on peut écrire une URL en faisant un code « xn—« donc en ASCII, à Taiwan et en Chine l'envoi des emails depuis 5 ans.

Un indien a expliqué qu'il y a 42 langues différentes en Inde mais seuls 7 scripts sont prévus pour être développés en application – « *the script is a platform* ». Il a parlé de développement de « Mobile Apps » pour faire un « gateway » entre l'internet filaire et le mobile.

Louis a fait référence à l'Agenda de Tunis où il est spécifié qu'un pays ne peut interférer avec la gestion du CCTLD d'un autre pays. Comment se fait-il que l'ICANN refuse le .BG en cyrillique alors que c'est ce que veut le gouvernement de Bulgarie ? La réponse d'Afilias a été : ce n'est pas à l'IGF où il faut poser cette question mais à l'IETF... on avance !

A noter : dans la conclusion, deux speakers ont parlé de « fragmentation ».

Seconde partie : Panel de Janis Karklins

Un responsable de FaceBook → un site multilingue avec plus de 18 langues mais il a fallu la version 70 de Facebook pour implémenter toutes ces langues. Le support se fait en 20 langues dont l'iranien.

Une personne du .CAT → pas un site « linguistique » mais un site de communauté avec 4/5 langues différentes en graphie. Donc il y a une différence à l'utilisation entre la langue de travail et la langue parlée où chacun écrit selon ses habitudes.

La Tanzanie a deux langues principales – anglais et swahili – et plus de 20 dialectes locaux. Le business utilise principalement l'anglais, les jeunes le swahili, d'où des difficultés de compréhension du sens des mots.

Le Kenya a l'anglais pour langue officielle mais le swahili est majoritaire. L'internet est consulté en poste fixe « home access » ou par les mobiles mais la radio reste le vecteur principal d'information. Gros problème avec les traductions anglais-> swahili avec des glissements de sens fréquents.

Le système Webex en Remote Access était proposé. Un groupement d'Arménien a posé de façon récurrente une question sur le nombre de scripts développés dans internet... au bout de plusieurs minutes. Afilias a répondu – sans aucune garantie – qu'il y avait environ 100 scripts définis, soit environ 400 languages... environ :=))

Janis Karklins a rappelé que la difficulté pour développer les langues locales était qu'il fallait avoir un business modèle pour que les ISP et les Serveurs soient motivés et les utilisent. Mais cela ne suffira pas. Il faut aussi une coopération du gouvernement et des milieux académiques.

Main Session – 10h-13h

« *Managing : the critical internet resources* »

Michel

3 sujets abordés:

Droits Homme

Prévision de création d'une charte

IPv6

Les allemands pensent que cela va prendre du temps alors que les suédois pensent que l'IPv6 est proche et que le service est déjà et qu'il est temps de travailler à la formation pour développer les applications, (certains Mobile sont déjà prêts, depuis des années).

Coopération Renforcée

La Commission sur la Science et la Technique s'est réunie en mai avec un message à ECOSOC. Le Secrétariat Général de l'ONU a demandé qu'un dialogue s'ouvre sur ce sujet.

Main Session – 15h-18h

« *Access and Diversity* »

Michel

Nécessité d'établir un rapport Privé/Public et encourager le dialogue Gouvernement/
Entreprises

Déclaration d'un officiel UK : en cas de problème, il ne faut pas prendre des décisions de blocage, il faut trouver un consensus et l'Etat doit être un facilitateur. Encourager la création de contenus par les élèves.

→ il faut que les gouvernements adaptent leurs lois aux nouvelles réalités

→ il faut assurer les investissements et les transferts de connaissance à ceux qui en ont besoin. La réalisation des IDNs est un des moyens importants mais ils doivent être financés et les transferts de compétences sont indispensables.

Conclusions : il faut développer les contenus locaux dans la langue et pour cela réaliser les IDNs au plus vite. Il faut en premier impliquer les utilisateurs et ensuite réguler

Room 7 – Workshop n°123

« *Developing a policy understanding on information security...* »

Louis

Une personne de Trinidad&Tobago a déclaré qu'ils n'étaient pas prêts pour faire face aux catastrophes (climat, tempête, earthquake) et les pays du Pacifique sont très en retard pour la sécurité de l'information. Peu de législation bien qu'ils aient tenté d'importer des lois du Canada... qui ont été refusées par leur parlement car la procédure prévoyait un Commissaire des données **élu**. La majorité de leurs revenus provient d'agences de l'ONU, pas d'argent propre.

Une représentante des Caraïbes de l'Est a parlé des différentes entités responsables des différents services (police, médical, etc.). Un manque de coordination qui rend le tout inefficace.

Room 4 – Workshop n°23

« *Cybercrime – common standards and joint action* »

Chantal

Présentation d'une solution d'Etat :

Présenté par le ministre de la Justice de l'Estonie en coopération avec le ministre de la justice Géorgien.

Suite aux attaques subies par ces deux pays depuis 2008, ils ont monté une JV Public/Privé en coopération avec UE et le CoE en 2009 pour sécuriser les réseaux de ces deux pays.

Le Pakistan y croit :

En 2009, le Pakistan a fait appel à Microsoft (signature d'une convention) pour sécuriser les données du pays avec la création d'une Académie Judiciaire et des sessions de formation.

Une nouvelle loi existe depuis janvier 2010, la « prevention criminal electronic crime ».

Le Sri Lanka

Présentation de ICT Agency qui précise qu'ils ont tenu compte du document de Budapest (les initiés apprécieront ;=))

En un an les attaques sont passées de 25% à 27%... mais le secteur privé est constitué uniquement de banques. Le pays a fait appel au Conseil de l'Europe (CoE) pour les assister et trouver des solutions.

Room 1 – Open Forum n°9

« *Arab ICT Organization: development of Arabic content* »

Chantal

Louis

On est venus, on a vu, on est partis...

(Aucun intérêt, que du bla bla)

Journée des 16 & 17 septembre 2010

Jeudi 16 septembre

Room 9 – 9h00-11h00

D.C.12 - Dynamic Coalition

« *Internet of Things* »

Louis

Chantal

Cette DC a été créée au FGI d'Hyderabad en 2008, dans la plus grande indifférence, par EUROLINC, Université de la Sorbonne (Divina Meigs) et GS1 (Sophie Le Pallec) sous l'impulsion et la direction de Francis Muguet. Le décès brutal de Francis a stoppé la dynamique. Co-chair de cette DC, Sophie Le Pallec a désiré y faire participer un acteur non-impliqué, Wolfgang Kleinwächter, représentant l'ISOC Allemagne, également membre de l'ICANN.

S'est passé ce qui devait arriver, W.Kleinwächter a pris la main sur cette DC et les acteurs de la 1^{ère} heure tentent maintenant de faire émerger des réalisations et actions concrètes afin que cette problématique ne soit pas enterrée et détournée au seul bénéfice d'un prestataire (universités d'été très rémunératrices).

Nombreux participants, salle pleine, mais la « secrétaire » de W.Kl étant partie avec la liste...

Cette incise faite, voyons un peu le déroulement de cette réunion.

Les participants n'ont pas suivi le représentant de AT&T qui désirait une législation rapide mais ont remarqué qu'il ne fallait pas reproduire les erreurs du passé et que légiférer sur une technologie en devenir était voué à l'échec. Précision de Ms. Maria Badia i Cutchet (Parlementaire UE – Espagne) : il n'y a aucun trou de législation dans l'arsenal européen, même le fameux « silence des puces » se retrouve dans certaines lois nationales de l'UE. Ce sujet, sensible, qui se retrouve sous la terminologie « Privacy&Trust », sera discuté dans les deux mois au Parlement.

Beaucoup de discussions autour du mot « Things » dont la traduction en anglais n'est pas aussi juste que la version française, « Internet des Objets », jugée plus pertinente. Il a été question d'un Rapport fait par W.K. mais dont l'assistance n'a eu ni copie ni URL, à vos claviers !

La présence de Bob Kahn (et son épouse, Patricia), de Divina Meigs (universitaire et chercheur) et de Sophie Le Pallec (GS1) a permis une discussion polémique et intéressante. Du projet « Handle » de B.Kahn à l'industrie de GS1, acteur majeur du Code à Barres et des RFIDs, on se rend compte que l'Internet des Objets existe déjà. Ce n'est donc pas un lancement d'une nouvelle application internet dont il s'agit mais d'une technologie qui utilise des réseaux, internet ou autres.

L'utilisateur final ou initial n'a pas forcément intérêt ou validation pour être en interaction à tous les niveaux de la chaîne du traitement. Une notion de « couches » a émergée : du comptage des œufs dans votre frigo à l'alerte médicale suite à la prise d'une tension artérielle, les implications sont très différentes.

Le reste de la session a été noyée sous des généralités. La bonne nouvelle c'est que ce sujet intéresse enfin la communauté internet et que les ténors de l'ICANN tentent d'y prendre pieds. Le corollaire étant qu'il va falloir redoubler de vigilance pour que ce thème – important

pour la société et l'industrie – ne tombe dans le gouffre des bla-bla interminables sans jamais se poser les questions de fond et tenter d'identifier les acteurs.

Une réflexion qui doit se poursuivre dans les mois à venir.

Jeudi 16 septembre

Room 7 – 11h30-13h30

D.C.1 - Dynamic Coalition

"Linguistic Diversity"

Louis

Chantal

Michel

Alors là, je dis bravo!

Menée de main de maître par Viola KREBS (Maaya & I.C. Volunteers) cette Coalition Dynamique a été un beau succès. De nouvelles personnes ont rejoint ce groupe créé l'an dernier au FGI de Sharm El-Sheikh.

EUROLINC est membre actif de Maaya, réseau créé par Adama Samassékou (1^{er} président du SMSI de Genève).

Et plutôt que de vous ennuyer avec un compte-rendu factuel je vous renvoie sur :

http://www.facebook.com//2ca82;www.icvnews.org/wiki/index.php/2010_Meeting_in_Vilnius%2C_Lithuania »

http://www.icvnews.org/wiki/index.php/2010_Meeting_in_Vilnius_Lithuania#International_Domain_Names_.28IDNs.29

Jeudi 16 septembre

Room 4 – 14h15-16h15

Workshop n°40

"Intellectual Property – Protection in the internet"

Chantal

Moi qui me régalais à l'avance du sujet... Eh bien, non, pas un mot sur les NGTLDs (Nouvelles Extensions Génériques), à croire que les juristes et universitaires présents n'en n'avait jamais entendu parler.

Je me suis vite transposée en salle plénière pour buller et profiter lâchement de quelques heures de repos. Et je suis tombée dans des discussions fort intéressantes...

Jeudi 16 septembre

Salle Plénière – 15h00-18h00

IG4D

"Internet Governance for Development"

Michel

Chantal

Après quelques gags dus au système d'affichage en direct issu de la reconnaissance vocale, normalement tempéré par un humain, « i'm going from Argentina » devient vite « fromage argentina » et les noms propres ou prénoms même connus sont du grand n'importe quoi.

Sinon, je suis arrivée juste au début de l'intervention d'une sénégalaise de la tribune (Ndeye Maimouna Dio-Diagne) qui a sévèrement taclé l'ICANN sur le projet des NGTLDs qui va exclure encore plus l'Afrique (coûts) et qui ne réserve aucun espace au secteur non-commercial donc au développement. Ses demandes portaient sur :

- Une meilleure redistribution des root-serveurs,
- Une aide à plus de stabilité et de sécurité, car lorsqu'il y a moins de structure le moindre problème devient dramatique,
- Une aide au passage rapide à IPv6 pour une transition avec l'utilisation des mobiles,
- Développer des formations (IPv6, Sécurité, etc.)
- Utiliser plus de standards ouverts.

Relayé deux intervenants plus tard par Jamie Wagner ISP Brésilien (le Brésil j'en suis sûre, le nom moins) : *« pas besoin de nouveaux gTLDs, aucune des 2000 entreprises dont je m'occupe n'en veut. La vraie fracture elle est entre les fournisseurs d'outils et les consommateurs. Seuls l'ICANN, les juristes et les conseils en veulent ».*

Même écho de la part du Pakistan (Zahid Jamil) qui fait froidement remarquer que l'on aurait pu se poser la question de ce besoin avant de lancer l'opération.

Réponse de William Drake à ces attaques : *« il y a 15 ans on ne voyait pas l'intérêt d'internet. Ne réduisons pas le champ d'action dès le début... »*

L'autre thème abordé a été la « neutralité du Net ». Parminder (Inde) a remarqué que le sujet avait disparu des thèmes de cet IGF et a expliqué qu'en Inde il y avait des services gratuits (Facebook) et d'autres payants (GMail). Parfois cela peut être une discrimination positive mais cela peut aussi créer des écarts à l'accès importants.

Le délégué brésilien Frask Lucero Everton appuie la demande d'inclure ce thème l'an prochain.

Vendredi 17 septembre

Room 6 – 9h00-11h00

"Asia/Pacific IGF"

Chantal

Surprise : 28 intervenants – 9 participants. J'ai lâchement fui... et suis partie prendre un café.

Vendredi 17 septembre

Room 2 – 11h30-13h30

DNSSEC

"Deploying DNSSEC in a territory"

Chantal

Louis

Après une série de discours logorrhée rappelant les prémisses de cette technologie censée sécuriser l'internet à la Racine, on a appris :

- L'idée de DNSSEC a démarré en 1993
- Il y a eu 3 versions avant celle, stabilisée, de DNSSEC2 (pourquoi 2 ?)
- 1^{ère} signature en juin 2010 à Culpeper pour tester
- Signature officielle en juillet 2010 sur le domaine isoc.org, symboliquement faite par Kaminsky (la faille de...)
- A ce jour il y aurait 40 TLds signés... mais la suite du discours a contredit cette déclaration

Question de la salle :

- DSI au Ministère Lituanien de la Défense : « comment on fait concrètement pour sécuriser son site ? »
 - o Réponse : La Lituanie ne fait pas encore partie des pays où cette technologie peut être déployée.
 - Ndlr : il n'aura échappé à personne que la Lituanie, comme pas mal de pays nordique, est très avancée en internet avec un taux de pénétration de 93% et un broadband en 4G inconnu chez nous.
- L'ICANN peut-il travailler auprès des gouvernements pour travailler à un niveau international ?
 - o Réponse : C'est à chaque gouvernement d'agir. Par exemple, le .GOV va être sécurisé à la demande du gouvernement US
 - Ndlr : on serait à moins...
- Le délégué Tanzanien demande si son pays pourrait utiliser cette future technologie
 - o Réponse : il faut que les équipements soient en IPv6
- Mais, insiste le tanzanien, notre réseau est en IPv4
 - o Réponse : il faut que vous changiez votre infrastructure DNS
 - Ndlr : l'Afrique ayant déjà du mal à déployer v4, c'est de la provocation ou de la bêtise
- Un technicien s'interroge sur les ressources utilisées par DNNSEC qui semblent alourdir les échanges de près de 9% et utiliser jusqu'au ¼ des requêtes TCP
 - o Réponse : il est clair qu'il faut avoir le hardware qui va avec
 - Ndlr : Ca c'est un bon commercial ;=))

Louis a posé une question sur la faisabilité en nomade comme l'ensemble des présents dans la salle : un PC ou Mac portable et en Wifi. Pas de réponse convaincante non plus.

➔ C'est peut-être bien, sûrement très pointu techniquement, mais si ils pouvaient envoyer des personnes ouvertes et pouvant répondre intelligemment ça ne serait pas mal.

CONCLUSION

Entre ces différents workshop nous avons rencontré plein de collègues, de tous pays, de toutes opinions et ce fut vraiment très riche.

Markus Kummer vient de nous donner les derniers chiffres :

- 2000 inscrits
- 1993 venus
- 64% d'hommes, 36% de femmes et un age moyen de 41 ans
- 107 nationalités

Il semble acquis qu'une nouvelle série d'IGF va être entérinée par le Secrétariat Général de l'ONU (76% des présents ont fait cette demande) et, l'IGF 2011 se tiendrait à Nairobi (Kenya).

D'ailleurs, deux délégués kenyans sont à la tribune pour le passage de témoin avec la Lituanie.